TotalEnergies

Carla Ronsen, Emy Winling & Camille Lutz

TotalEnergies est une compagnie multi-énergies ancrée sur deux piliers : le pétrole et le gaz, notamment le GNL, et l'électricité, au cœur de la transition. Nous visons plus de 100 TWh de production d'électricité en 2030 et comptons parmi les premiers producteurs de renouvelables à cet horizon[1].

Contexte et enjeux

La révision du règlement 2018/1999 doit **simplifier, renforcer et moderniser la gouvernance de l'Union de l'énergie**. Dans un contexte géopolitique instable et une marqué par une forte volatilité des prix de l'énergie, elle doit répondre en priorité aux exigences de **sécurité d'approvisionnement et de compétitivité industrielle[2]** européenne. Tout en soutenant la décarbonation, nous rappelons que la transition ne réussira que si elle résout le **trilemme énergétique** : garantir une énergie fiable, durable et accessible aux citoyens comme aux entreprises[3].

Configuration des négociations

Nous défendons un cadre qui fixe des **objectifs de résultat**, en particulier la réduction d'émissions, plutôt que des moyens imposés. Chaque État membre doit rester libre de définir son mix dans son PNEC, et nous nous opposons à **tout quota imposé par source d'énergie**. Nous demandons la reconnaissance de toutes les solutions contribuant à la décarbonation : renouvelables, nucléaire, biocarburants, biogaz, carburants d'aviation durables, hydrogène, captage et stockage du carbone. Nous demandons aussi celle du **gaz naturel et du GNL comme énergie de transition**, notamment en substitution du charbon[4].

Chaque État a sa géographie et son mix, et l'**article 194 du TFUE[5]** lui reconnaît ce droit. Sans aller vers un marché pleinement intégré, nous demandons des règles compatibles et une coopération concrète pour les projets transfrontaliers, afin que les entreprises puissent investir de manière sûre et durable.

Nous soutenons la **rationalisation des obligations de planification et de rapport**, avec des calendriers alignés et des données mutualisées entre les textes européens. Cette simplification répond à un enjeu d'efficacité pour les États comme pour les opérateurs, et à un enjeu de prévisibilité pour les investisseurs. Elle ne doit toutefois pas se faire au détriment de la transparence.

Nous demandons que la gouvernance place **le coût de l'énergie et la compétitivité de l'industrie européenne** au cœur de ses objectifs. Les entreprises doivent pouvoir investir dans un cadre prévisible, face

[1] TotalEnergies, *Sustainability & Climate Progress Report*, Section « Energy Transition Strategy & 2030 Objectives »
[2] TotalEnergies, *Document d'Enregistrement Universel (URD)*, Chapitre « Facteurs de risques, gouvernance et compétitivité »
[3] Commission européenne, DG Énergie, « Review of the Governance Regulation on the Energy Union and Climate Action – Public consultation launc
[4] TotalEnergies, « Advocacy Principles »
[5] Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, art. 194

à des concurrents extra-européens qui ne supportent pas les mêmes coûts. Nous soutenons la **tarification du carbone**, dont le SEQE[6] est l'instrument central, et nous demandons que la gouvernance s'appuie sur ce signal-prix plutôt que de le doubler par des obligations supplémentaires.

Nous regrettons que la consultation ait peu pris en compte le **dialogue entre les entreprises de l'énergie et les États** dans l'élaboration des PNEC[7]. Nous demandons qu'il en devienne une étape à part entière.

Prospective et stratégie

Pour garantir un cadre favorable à la sécurité d'approvisionnement comme à la compétitivité européenne, TotalEnergies déploie une stratégie d'influence fondée sur des **coalitions ciblées**, tant politiques qu'industrielles.

À la suite de contacts initiés avec les autorités qataries, nous avons engagé un dialogue approfondi avec ces dernières ainsi qu'avec notre partenaire industriel **Qatar Energy**. L'objectif de ces échanges a été de bâtir une feuille de route commune et d'identifier les alliances stratégiques à nouer. Ensemble, nous portons un plaidoyer ferme en faveur du principe de **neutralité technologique.** Dans cette même dynamique, et à la suite d'une première prise de contact, nous comptons ouvrir prochainement le dialogue avec les **autorités azerbaïdjanaises** afin de définir des synergies pour défendre nos intérêts stratégiques au niveau européen.

Notre prochaine étape réside dans la mobilisation des acteurs politiques et institutionnels européens. D'une part, nous nous rapprochons des **États membres** pour aligner nos positions sur la préservation de la **souveraineté industrielle** et la protection du **pouvoir d'achat** des ménages face à la volatilité des prix de l'énergie. Nous avons identifié plusieurs gouvernements clés prêts à converger avec notre démarche, notamment la France, ainsi que la Pologne, la Hongrie, la Tchéquie, la Slovaquie et la Roumanie, particulièrement sensibles aux enjeux **d'indépendance énergétique**. D'autre part, sur le plan parlementaire, TotalEnergies a été sollicité par le groupe ECR, dont nous partageons les orientations sur la **souveraineté énergétique** et la neutralité technologique. Nous prévoyons d'échanger sur les mesures à défendre pour préserver la compétitivité industrielle européenne dans la perspective de la future proposition de la Commission.

Enfin, TotalEnergies s'inscrit dans une **démarche inclusive d'ouverture** vers la société civile. Étant pleinement engagés dans le développement des énergies renouvelables et bas-carbone, nous souhaitons échanger avec les acteurs représentant les consommateurs afin de concilier transition écologique, maîtrise des coûts et stabilité des factures énergétiques.

En résumé, TotalEnergies affirme sa volonté de **dialogue** et intensifie ses réseaux européens pour veiller à ce que la sécurité d'approvisionnement, la durabilité et la compétitivité soient pleinement représentées tout au long du processus législatif.

[6] Directive 2003/87/CE du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté (révisé
[7] TotalEnergies, *Advocacy Principles*, Section « Engagement with Policy Makers & Stakeholders »